Faire des « départements du Rhin » un objet de savoir : les enjeux de la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg

Juin 1799 – septembre 1802

The départements du Rhin as an object of study; the issues of the Société libre des sciences et des arts of Strasbourg (a society for the promotion of art and science) between June 1799 and September 1802

Den Ausdruck „Elsässische Départements“ zum Sinnbild für Gelehrsamkeit machen: Die Rolle der Freien Straßburger Gesellschaft der Wissenschaften und der Künste (Juni 1799 - September 1802)

Isabelle Laboulais

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2133>

DOI : 10.4000/alsace.2133

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2014

Pagination : 201-217

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Isabelle Laboulais, « Faire des « départements du Rhin » un objet de savoir : les enjeux de la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg », *Revue d'Alsace* [En ligne], 140 | 2014, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2133> ; DOI : 10.4000/alsace.2133

Faire des «départemens du Rhin » un objet de savoir : les enjeux de la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg

Juin 1799 – septembre 1802

Connue comme la première société savante strasbourgeoise, la Société libre des sciences et des arts eut une existence brève. Créée le 29 prairial an VII (17 juin 1799) et dotée d'un règlement le 1^{er} thermidor an VII (19 juillet 1799), elle disparut trois ans plus tard (le IV^e jour complémentaire de l'an X, 21 septembre 1802), au moment de sa fusion avec la Société libre d'agriculture et d'économie intérieure¹ et la Société de médecine². De cette fusion, est née la Société des Sciences, Agriculture et Arts du Bas-Rhin.

Présentée comme l'ancêtre de l'actuelle Société académique, la Société libre des sciences et des arts a déjà donné lieu à de nombreux travaux d'histoire locale³. Cependant, l'histoire des savoirs offre des questionnements neufs qui permettent aujourd'hui de reprendre à nouveaux frais l'examen des quelques archives qui témoignent encore de ses trois années de fonctionnement autonome. Certes, les procès-verbaux des séances n'ont pas été conservés mais le règlement subsiste, de même que quelques listes de membres et quelques uns des travaux qu'ils ont collectivement produits, suffisamment donc pour faire de la Société libre des sciences et des arts un terrain propice à l'observation des conditions

1. Elle avait été fondée le 10 messidor an VIII (29 juin 1800).

2. Elle avait été créée le 15 thermidor an VII (2 août 1799).

3. BOEHLER (Jean-Michel), 1799 : Société académique du Bas-Rhin, *Revue d'Alsace*, n° 135, 2009, p. 11-14 ; LIVET (Georges), *Deux siècles d'histoire d'une société savante : la Société académique du Bas-Rhin (1799-1999)*, Bulletin, t. CXXI-CXXII, 2001-2002, Strasbourg, 2001.

sociales et intellectuelles de production des savoirs, ainsi qu'à l'étude de leurs enjeux culturels, politiques et économiques⁴.

Au cours de la période révolutionnaire, le statut des sociétés savantes change. Avec la loi Daunou sur l'instruction publique (3 brumaire an IV - 25 octobre 1795), ces lieux de sociabilité se trouvent intégrés au dispositif mis en place par les Thermidoriens pour contribuer à la diffusion du savoir au sein de la « République des meilleurs »⁵. Sous le Directoire, les groupements de savants se multiplient suite à la perte du monopole des académies et sont dotés de noms variés : Lycée républicain, Société d'histoire naturelle, Société philotechnique, Société des Arts, etc. À l'époque consulaire, les sociétés savantes sont devenues des espaces particulièrement stratégiques au sein desquels se sont construites et renforcées des carrières et des trajectoires sociales. Elles constituent des espaces de médiation où la légitimité scientifique et la compétence administrative se croisent.

Le cas de la Société libre des sciences et des arts permet d'observer les dynamiques de socialisation de la science à l'œuvre à Strasbourg, il permet aussi de s'interroger sur la constellation locale qui a permis la création de cette société et sur l'ancrage des savoirs qu'elle a produits.

Les conditions de production des savoirs au sein d'une société libre

Les sociétés libres apparaissent avec la loi du 21 août 1790 qui reconnaît aux citoyens « le droit de s'assembler paisiblement et de former entre eux des sociétés libres à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens ». Le 8 août 1793, dans le décret qu'il soumet à la Convention, le Comité d'instruction publique prévoit dans son article 4 que « Les citoyens ont droit de se réunir en sociétés libres, pour contribuer aux progrès des connaissances humaines ». Cependant, cet article fait partie de ceux qui ne sont pas votés par l'assemblée. Seule la suppression des académies est approuvée à cette date et la mise en place de nouvelles structures savantes est repoussée au vote d'une loi sur l'organisation de l'instruction publique. C'est chose faite avec la loi Daunou qui insère les sociétés savantes dans un édifice pyramidal de manière à structurer l'instruction publique : elles sont présentées comme les correspondantes privilégiées de l'Institut national.

4. CHARLE (Christophe), ROCHE (Daniel) (dir.), *Capitales culturelles, capitales symboliques : Paris et les expériences européennes, XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002.

5. CHAPPEY (Jean-Luc), Les sociétés savantes à l'époque consulaire, *Annales historiques de la Révolution française*, 1997, n° 209, p. 451-472.

Le premier acte d'une société savante consiste à rédiger son règlement. Ce texte constitue une étape décisive car il lui donne une sorte de visibilité, il fait connaître son programme et rend publique sa composition. C'est le 1^{er} thermidor an VII (19 juillet 1799) que la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg publie son règlement⁶. Ce texte a donné lieu à l'impression d'un petit opuscule qui associe le règlement et la liste des membres résidants et non résidants⁷. La Société y apparaît comme une instance vouée aux progrès des connaissances humaines, sans qu'aucune borne disciplinaire ne soit posée à ce programme de travail qui, *de facto*, fait d'elle une instance encyclopédique. Soucieuse d'agronomie, comme de belles lettres, d'industrie comme de sciences naturelles ou d'archéologie, la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg se présente comme un instrument de progrès. Elle entend s'insérer dans un réseau de sociétés savantes européennes, avec un tropisme marqué vers les « départemens du Rhin » – c'est-à-dire l'Alsace – et les pays limitrophes. Les précisions que donne le règlement sur ce point ne sont pas anodines.

Composée de 60 membres résidants, la Société reçoit le concours d'un nombre indéfini de non-résidants et de correspondants. Les nouveaux membres, résidants comme non résidants, doivent être présentés par au moins deux résidants ; leur désignation intervient seulement après qu'une commission de cinq membres chargée de faire un rapport sur les connaissances et les qualités du candidat a rendu son avis sur les connaissances et les qualités du candidat⁸. La cooptation reste dans une large mesure le principe qui prévaut. La cotisation annuelle s'élève à 20 francs.

La Société est animée par un président et un vice-président qui sont élus pour un an et ne sont rééligibles qu'après une année sans mandat, par un secrétaire et des adjoints élus également pour un an mais rééligibles sans interruption. L'archiviste et le trésorier sont élus au même moment que le président et restent constamment éligibles. Le président doit veiller au respect du règlement, au respect de l'ordre du jour des séances, il signe les procès-verbaux des séances établis par le secrétaire. S'il est absent, le

6. Nous le citons ici d'après l'édition qu'en a donné Georges Livet, *op. cit.*, p. 26-28.

7. Koch mentionne un « opuscule daté du 1^{er} thermidor an VII » conservé à la bibliothèque de l'université. KOCH (Alphonse), *La société libre des sciences et des arts de Strasbourg du 29 prairial an VII au 4^e jour complémentaire an X (17 juin 1799 - 21 septembre 1802), Historique de la société des sciences, agriculture et arts de Basse-Alsace*, 1893, p. 33-79. Ce texte cite plusieurs lettres que l'auteur présente comme des pièces conservées dans les archives de la Société. Elles ont manifestement disparu aujourd'hui. Alphonse Koch est aussi l'auteur de *La société libre d'agriculture et d'économie intérieure du département du Bas-Rhin du 15 floréal an VIII, au 4^{me} jour complémentaire an X. Esquisse historique lue à la séance publique annuelle de la société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace, le 15 décembre 1889*.

8. BLEICHER (M.), *Une page de l'histoire scientifique et littéraire de l'Alsace. Les sociétés scientifiques et littéraires avant et après l'annexion*, Nancy, Berger-Levrault, 1894, p. 17.

vice-président assume ces responsabilités. Le secrétaire, aidé de ses deux adjoints, doit dresser l'ordre du jour des séances et tenir un registre des travaux, il se charge également de toutes les correspondances. L'archiviste est présenté comme le « dépositaire de toutes les pièces de la correspondance, de tous les ouvrages manuscrits ou imprimés qui deviennent la propriété de la société ». Il dispose d'un double des pièces rédigées ou reçues par le secrétaire. La présence d'un archiviste au sein de cette société savante est assez significative, elle témoigne de l'impact suscité par la création, le 12 septembre 1790, des Archives nationales, chargées de rassembler les archives de l'assemblée constituante. Par la suite, la loi du 7 messidor an II (25 juin 1794) a instauré un « dépôt central des archives nationales » et celle du 5 brumaire an V (26 octobre 1796) a complété ce dispositif en créant un service d'archives dans chaque chef lieu de département. Les archives de la Société libre des sciences et des arts n'ont bien sûr aucun rôle dans le dispositif d'ensemble qui visait à centraliser les archives de la nation. Toutefois, leur existence témoigne de l'importance prise pendant la Révolution par la constitution de dépôts supposés conserver la trace d'une activité et rassembler des documents potentiellement utiles. Ce sont les mêmes raisons qui expliquent que les ministères aient, eux aussi, à la même période, été dotés services d'archives. L'utilité que les savants strasbourgeois confèrent à leur Société transparaît dans le choix de nommer un archiviste.

Le règlement précise que les séances ont pour « but de conférer plutôt que de délibérer », comme pour souligner la défiance qui règne à l'égard des usages développés pendant les premières années de la Révolution au sein des clubs politiques. La manière dont le déroulement des séances est présenté dans le règlement ne laisse d'ailleurs aucune place au débat. De manière classique, chaque séance s'ouvre par la présentation de l'ordre du jour, l'approbation du procès-verbal de la séance précédente, la lecture de la correspondance, puis la lecture des rapports demandés par la société et la présentation des travaux des membres. D'après l'histoire de la Société libre des sciences et des arts que propose Alphonse Koch en 1893⁹, les mémoires présentés entre 1799 et 1802 concernaient les sciences, l'histoire et les recherches archéologiques, l'économie politique, la littérature, la médecine, les récits de voyage et la statistique. Il relève toutefois que les « communications scientifiques, archéologiques ou médicales prenaient la plus grande partie des séances »¹⁰. Lorsque les travaux de la Société libre des sciences et des arts sont évoqués dans le premier volume des *Mémoires* publié en 1811, ils apparaissent comme des témoignages d'une science aimable où le récit d'une excursion dans les environs de Landau

9. KOCH (Alphonse), *La société libre des sciences et des arts de Strasbourg*, *op. cit.*

10. *Ibid.*, p. 59.

est composé en vers par Montbrison – un ancien officier du génie qui fait partie des membres non-résidants – avec la conviction que l’attrait des vers pourra « inspirer le goût de la botanique »¹¹.

Le règlement de l’an VII laisse apparaître une société savante qui reprend les usages à l’œuvre dans les académies de province sous l’Ancien Régime. Celles-ci diffusaient une vision laïque, scientiste, utilitaire, politisée du monde tout en vulgarisant le discours des savants, des philosophes et des physiocrates¹². Sans renier cet héritage, le règlement du 1^{er} prairial an X (21 mai 1802) transforme en profondeur le fonctionnement de cette société. La loi du 11 floréal an X (1^{er} mai 1802) sur l’instruction marque un renforcement du contrôle de l’État sur les sociétés savantes. Ce contrôle accru s’exprime notamment dans le lien de plus en plus étroit noué entre le programme administratif de l’État consulaire et l’influence prise par des structures administratives comme le Conseil des Arts, Agriculture et commerce du Ministère de l’Intérieur. Cette loi est vraisemblablement à l’origine de la rédaction d’un nouveau règlement publié quelques mois seulement avant que la Société libre des sciences et des arts ne fusionne avec ses deux consœurs¹³. Outre que ce texte augmente de 20 le nombre de résidants, il indique que chaque candidat doit être présenté par deux membres censés exposer « les titres littéraires de la personne proposée ». Au cours de la séance qui suit la présentation, les membres résidants décident par vote individuel et secret de s’adjoindre ou non un nouveau membre. Pour être élu, les deux tiers des suffrages sont nécessaires. Les conditions d’admission deviennent donc plus strictes ; tous les membres résidants sont désormais consultés alors qu’auparavant seul comptait l’avis des cinq membres de la commission *ad hoc*.

Le nouveau règlement tend aussi à préciser l’organisation de la Société : le bureau est désormais renouvelé tous les ans à partir du 1^{er} frimaire à la majorité absolue et au scrutin individuel. Le déroulement des séances est plus contraint : l’ordre du jour est désormais défini préalablement. Il comprend la correspondance, l’indication des envois faits à la société, la lecture de la liste des candidats proposés, les élections, les rapports demandés par la société, les travaux des membre de la société suivant l’ordre prescrit par le procès-verbal. Le calendrier des séances est lui aussi plus rigide : une séance ordinaire est organisée le premier de chaque mois et une séance publique doit être organisée chaque année. Ces réunions à l’organisation

11. *Mémoires de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Partie des sciences*, tome I, Strasbourg, Levraut, 1811, p. 11.

12. ROCHE (Daniel), *Le Siècle des Lumières en province : académies et académiciens provinciaux, 1689-1789*, Paris-La Haye, Mouton, 1978, 2 vol.

13. *Règlement de la Société libre des sciences et des arts établie à Strasbourg le 29 prairial an VII*, Strasbourg, Levraut, an X (BNU : M.13.451).

très formalisée et laissant peu de place à la spontanéité des échanges sont complétées deux fois par décade par des réunions qui se tiennent entre 17 heures et 20 heures dans le salon de lecture de la bibliothèque centrale – l'actuel lycée Fustel de Coulanges, où se trouvait alors l'École centrale du Bas-Rhin¹⁴ – où les membres de la Société trouvent « les feuilles littéraires françaises et étrangères ». Ce cadre de rencontre plus régulier restaure les usages des sociétés de lecture où débattre de ce qui a été lu constitue le cœur de l'activité. Il n'est certes pas question d'en revenir aux pratiques de délibération à l'œuvre dans les clubs à partir de 1789 mais les membres résidants se dotent néanmoins d'un cadre propice à des échanges plus libres.

Plusieurs éléments du règlement du 1^{er} prairial an X (21 mai 1802) marquent une volonté de pérenniser l'institution : l'archiviste se voit assigner un local par la Société afin d'y conserver la correspondance, ainsi que les manuscrits et les imprimés qui lui appartiennent. Autre manière de conserver une trace des travaux de cette instance : la décision d'imprimer un recueil des mémoires lus à la Société après approbation par ses membres. La Société libre des sciences et des arts n'a pas le temps de mettre en œuvre les nouveautés introduites par ce règlement. Néanmoins, ce texte suggère plusieurs évolutions notables dans le fonctionnement de cette société savante, des évolutions dont on trouve des échos dans les listes des membres de la Société libre des sciences et des arts.

Les membres de la Société libre des sciences et des arts : de la communauté des savants strasbourgeois à la constitution d'une société d'experts

Dans le rapport que lit Oberlin à l'occasion de la séance publique que tient la Société d'Agriculture, Sciences et Arts, le 22 frimaire an XII (14 décembre 1803), rapport dans lequel il évoque l'histoire des trois premières sociétés savantes strasbourgeoises, il présente la Société libre des sciences et des arts comme une assemblée des « professeurs de l'école spéciale de médecine, réunis à ceux de l'École centrale », auxquels se sont joints « plusieurs autres littérateurs zélés de la commune »¹⁵. L'analogie

14. BUCK (Janice), *L'École centrale du Bas-Rhin (1796-1803). Contribution à l'histoire de l'instruction publique, Société académique du Bas-Rhin pour le progrès des Sciences, des Lettres, des Arts et de la Vie économique*, Bulletin t. CXXXI-CXXXII, 2011-2012.

15. *Annuaire politique, économique du département du Bas-Rhin*, par le citoyen Bottin, Strasbourg, Levraut, an XIII, p. 123.

entre la communauté des professeurs et les membres fondateurs de la Société libre des sciences et des arts est souvent rappelée. Il faut dire que dans la liste des 60 membres résidants en fonction en l'an VII, 18 apparaissent comme professeur dans l'un de ces deux établissements (Arbogast, Berrot, Brisorgueil, Caillot, Coze, Ehrmann, Escher, Flamant, Gourreau, Hermann, Hullin, Lauth, Massenet, Mazuyer, Mesnier, Noël, Oberlin et Schweighauser). Certains sont aussi correspondants de l'Institut (Arbogast, Brunck, Hermann, Oberlin, Koch, Lombard, Schweighauser). C'est parmi eux d'ailleurs que sont choisis le président et le vice-président de la nouvelle société, respectivement Brunck et Koch. Cette circonstance conduit Camus, lui même membre de l'Institut, à noter dans le récit qu'il donne de son passage à Strasbourg : « On croiroit que l'Institut a envoyé une colonie à Strasbourg ; cependant l'idée ne seroit pas exacte : ce ne sont pas des savans que l'Institut ait envoyés à Strasbourg ; ils y existoient, ils s'y étoient formés, et l'Institut a eu le bon esprit de les inviter à devenir ses membres »¹⁶.

Sans appartenir à une institution savante prestigieuse, les deux autres tiers des membres résidants ne sont pas étrangers au monde du savoir. Quelques uns apparaissent comme des hommes de lettres (Blessig, Carondelet, Haffner, Michel Laquiante, Schweighauser fils, Ulrich), d'autres comme d'anciens professeurs de l'université de Strasbourg (Reisseissen, Spielmann). Parmi les membres résidants à la notoriété moindre, on trouve quelques personnages qui exercent des fonctions subalternes au sein de l'École de santé (Bailli, Marchal, Roussille), un médecin militaire (Lorentz), des juristes ou des magistrats (Albert, Barbier, Bauer, Brackenhoffer, Braun, Ehrmann, Frantz, Kern l'aîné et le cadet, Laquiante, Lauth, Meyer, Spielmann), ainsi que des savants (Hecht père et fils, respectivement apothicaire et chimiste, Herrensneider) et même quelques administrateurs (Botton qui est secrétaire général du département, Burger qui est présenté comme administrateur du département, Grandmougin qui est membre du jury d'instruction publique), ou encore des hommes de la pratique, (Dartein, commissaire des fontes, Dietrich, maître de forges, Hoffmann, négociant, Merlin, mécanicien, Paquay, négociant, Turckheim, lui aussi négociant). Levrault, père et fils, y siègent également ; ces libraires-imprimeurs ont un statut d'intermédiaire entre les savants et les hommes de la pratique. Ils jouent évidemment un rôle important puisqu'ils publient les travaux de

16. CAMUS (Armand Gaston), *Voyage fait dans les départemens nouvellement réunis, et dans les départemens du Bas-Rhin, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme à la fin de l'an X*, tome I, Paris, Baudouin, 1803, p. 9-10.

nombreux membres de la Société¹⁷. Toutes les catégories sont représentées au sein du bureau : Frédéric de Dietrich, le maître de forges, est secrétaire ; Gourreau, un des professeurs de l'École centrale, et Haffner, l'homme de lettres, sont ses adjoints ; Noël, le directeur de l'École de santé, est archiviste ; Hoffmann, le négociant, est trésorier.

La première séance de la Société libre des sciences et des arts s'ouvre par la lecture d'un mémoire de Christophe-Guillaume Koch sur la société littéraire créée à Strasbourg au XVI^e siècle. Ce choix suffit à évoquer la filiation que les hommes de la toute jeune société savante revendiquent : celle de l'humanisme et du savoir. Ce texte, que Koch présente quelques semaines plus tard à la troisième classe de l'Institut¹⁸, établit une analogie entre l'obscurantisme prêté au Moyen Âge et les « outrages du vandalisme » associés depuis le 9 thermidor an II à la Terreur. Comme les humanistes de la Renaissance, les savants du Directoire se présentent comme des « restaurateurs des lettres » qui se donnent pour mission « d'effacer les vestiges de la barbarie ».

On peut pourtant se demander si ce n'est pas là une manière un peu outrée d'afficher l'unité d'une communauté ou du moins de taire ses dissensions. La disparition d'une grande partie des archives de la Société empêche de trancher la question. Toutefois, les recherches entreprises par Dorothée Rusque dans le cadre de sa thèse consacrée aux collections de Jean Hermann mettent en lumière des clivages assez marqués à l'origine de vives tensions entre les professeurs de l'École de santé¹⁹, tout particulièrement entre les professeurs de l'ancienne faculté luthérienne représentés par Thomas Lauth et Jean Hermann et les nouveaux professeurs dépourvus d'ancrage local – Noël, nommé directeur de l'École de santé, et Flamant,

17. Une première enquête prosopographique sur les membres de la Société libre des sciences et des arts a été menée en 2012-2013 dans le cadre de mon séminaire de master. Je tiens à remercier pour la qualité de leur contribution : Romain Bedague, Cédric Charbon, Camille Dagot, Marie-Pierre Dieudonné, Gauthier Feuga, Hélène Garsot, Julie Glasser, Edern Hirstein, Magali Jacquinez, Laura Le Gac, David Merklings, Mylène Mistre-Schaal, Benjamin Proth, Laetitia Schruoffeneger, Victor Tougard, Thomas Tricot, Hugues Weber, ainsi que Dorothée Rusque, doctorante. Je souhaite que ce travail puisse donner lieu à la construction d'une base de données prosopographique qui permettra de mieux identifier la composition de cette communauté et les réseaux qu'elle recouvre.

18. *Mémoires de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Partie des sciences, op. cit.*, p. 9-10.

19. RUSQUE (Dorothée), *La fabrique et le commerce du savoir au XVIII^e siècle : le cas des pratiques et des réseaux savants du naturaliste Jean Hermann (1738-1800)*, thèse préparée à l'université de Strasbourg, sous la direction d'Isabelle Laboulais, depuis septembre 2012. Les éléments que j'évoque dans cet article sont tirés d'un exposé intitulé « La communauté savante strasbourgeoise et la Société libre des sciences et des arts : quels clivages ? », et présenté par Dorothée Rusque dans le cadre de mon séminaire consacré à la Société libre des sciences et des arts entre septembre et décembre 2012. Sa démonstration s'appuie essentiellement sur l'analyse des lettres de Jean Hermann conservées à la BNUS sous la cote Ms 1887.

professeur au sein de l'établissement —. Ces deux derniers dénonçaient le luthéranisme et l'usage de l'allemand de la part de leurs confrères alsaciens. La correspondance de Jean Hermann montre qu'ils ont été tenus à l'écart des dîners organisés au domicile des savants strasbourgeois.

Lorsque le règlement est révisé le 1^{er} prairial an X (21 mai 1802), la liste des membres résidants laisse apparaître plusieurs transformations significatives dans la composition de la Société qui ne se résument pas à l'entrée de vingt nouveaux membres résidants. La plupart des hommes de la pratique ne sont plus membres de la société (Dartein, Hoffmann, Merlin, Pasquay) ou bien ils en sont devenus correspondants (Dietrich, Levrault le jeune) ; quelques magistrats ont également quitté les rangs des savants strasbourgeois (dont Frantz et Meyer). Parmi les 29 nouveaux membres résidants identifiables dans la liste publiée en l'an X, on retrouve quelques nouveaux enseignants (Brunner, Gerboin, Guérin, Hammer, Rochart, Tourdes), quelques officiers de santé (Kimmich, Kratz, Lefèvre, Lobstein, Martin, Sultzer) plusieurs officiers (Dedon, Fourcy, Fririon, Morlet), un ecclésiastique (Petersen), un inventeur (Reinhard), le secrétaire de la société d'agriculture de Strasbourg (Saltzmann) quelques administrateurs (Démichel, Magnier-Grandprez, Marbach, Ragonneau, Reibel, Thomassin et Wangen) un élu (Férat), ainsi que le maire de Strasbourg Hermann et le préfet Laumond. Les savants qui enseignent à Strasbourg occupent toujours une place significative au sein de la société mais les administrateurs y sont de plus en plus nombreux et y jouent vraisemblablement un rôle de plus en plus significatif. Cette évolution se traduit géographiquement dès les premières années de fonctionnement de la Société des sciences, agriculture et arts : les séances de la nouvelle Société, instaurée par le préfet, ne se tiennent plus dans un lieu de savoir mais dans la grande salle de l'ancienne maison commune²⁰. Quelques années plus tard, un « local spacieux, dans l'édifice de l'hôtel de ville » est même cédé à la Société pour y placer « sa bibliothèque, ses archives et son musée »²¹.

Le 1^{er} prairial an X (21 mai 1802), Laumond qui a été nommé préfet du Bas-Rhin le 6 floréal VIII (26 avril 1800), devient le président de la Société libre des sciences et des arts. Il est assisté d'Oberlin qui assume les fonctions de vice-président. Lauth est le secrétaire, lui-même assisté d'Haffner et de Gerboin, Noël reste archiviste, Laquiente est élu trésorier. Dans l'introduction du premier volume des *Mémoires* publiés en 1811 par la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Laumond est évoqué comme un « magistrat (qui) venait chercher dans le sein de

20. *Mémoires de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Partie des sciences, op. cit.*, p. 56.

21. *Ibid.*, p. 170.

la société un délasement nécessaire aux travaux de l'administration. On peut remarquer alors quelle est l'heureuse influence de l'exemple, quand il est donné par l'autorité. Le zèle d'un seul fut long-temps l'empressement et l'assiduité de tous. M. de Laumond fut ici le bienfaiteur des lettres. »²².

En l'an X, la Société libre des sciences et des arts est devenue un espace où se croisent la légitimité scientifique et la compétence administrative. Elle ne ressemble plus tant aux académies de province de la France d'Ancien Régime qu'au nouveau modèle des sociétés savantes qui émanent assez directement de l'État et qui contribuent à faire émerger une société d'experts dont les compétences ne sont plus seulement fondées sur la légitimité intellectuelle mais sur la conformité à des modèles sociaux. Les membres du personnel administratif constituent le noyau dur des sociétés savantes créées en province sous le Consulat. Dès le début de l'an XI, les séances de la nouvelle Société instaurée par le préfet se tiennent dans la grande salle de l'ancienne maison commune²³. Sous l'Empire, un « local spacieux, dans l'édifice de l'hôtel de ville » a été cédé à la Société pour y placer « sa bibliothèque, ses archives et son muséum »²⁴. Les transformations que connaît au tout début du XIX^e siècle l'organisation des sociétés savantes illustrent, tant dans le contenu des travaux que dans leur organisation, le rapprochement opéré entre les élites savantes et les élites administratives. Les hommes nouveaux qui intègrent la Société libre des sciences et des arts étaient regardés comme ayant une compétence dans le domaine de la statistique. Certes, le projet encyclopédique n'a pas totalement disparu mais il s'est trouvé marginalisé, ou plutôt reformulé et mis au service de la statistique descriptive.

L'identité de la Société libre des sciences et des arts : faire des « départements du Rhin » un objet d'investigation savante

Dès l'an VIII, l'*Annuaire politique, économique du département du Bas-Rhin* annonce la publication du *Plan d'une description générale des départements du Rhin* et présente la préparation de cet opuscule comme l'activité la plus significative de la Société²⁵. Deux ans plus tard, dans sa *Statistique du département du Bas-Rhin*, Laumond note à son sujet : « Ce cadre immense, lorsqu'il sera rempli, offrira l'ouvrage le plus complet de

22. *Ibid.*, p. 19-21

23. *Ibid.*, p. 56.

24. *Ibid.*, p. 170.

25. *Annuaire politique, économique du département du Bas-Rhin, par le citoyen Bottin*, Strasbourg, Levraut, an IX, p. 105.

statistique qui ait été fait » ; puis il nuance son éloge en ajoutant « mais ce n'est encore qu'un plan, auquel on ne peut refuser le mérite de la plus belle ordonnance et de la plus ingénieuse distribution »²⁶. Ces années sont celles de ce que Jean-Claude Perrot a nommé « l'âge d'or de la statistique régionale »²⁷. En dépit de la diversité des plans adoptés, ces statistiques forment un tout qui peut être saisi à la confluence de plusieurs branches de la connaissance : l'économie, la médecine, la géographie, l'histoire et les sciences de la nature. Elles témoignent du souci de connaissance des territoires, souvent relié au besoin de dresser le bilan du passé, une sorte d'état des lieux après des changements introduits depuis 1789.

L'intérêt de la Société libre des sciences et des arts pour le genre descriptif ne se cantonne pas à la connaissance des « départemens du Rhin ». Lorsque ses travaux sont évoqués dans le premier volume des *Mémoires* publiés en 1811 par la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, plusieurs contributions à la statistique descriptive sont évoquées. Beaucoup portent sur les localités alsaciennes – le ban de la Roche, Sélestat, Molsheim, Eckendorf – mais d'autres territoires sont également l'objet de description ; leur point commun est qu'elles sont toujours issues d'observations de terrain, c'est le cas lorsque Bottin rend compte de ce qu'il a vu aux salines de Reichenau en Bavière, ou lorsque Laumond décrit l'île de Scio, c'est-à-dire l'île de Chios dans la mer Égée. Le voyage permet de dresser le tableau encyclopédique du pays traversé. De plus, le voyageur doit faire preuve d'esprit philosophique, c'est-à-dire d'esprit de méthode par le recours à la critique objective, à la comparaison, à la généralisation. À la fin du XVIII^e siècle, ces techniques sont bien connues et largement maîtrisées.

Le choix de faire des « départemens du Rhin » un objet d'investigation savante apporte une autre dimension aux travaux de la Société, il s'agit d'une évidente source de légitimité pour une instance dont l'existence est garantie par la production et la promotion d'un savoir utile. Que le *Plan d'une description générale des départemens du Rhin* soit le seul imprimé publié par la Société n'est pas non plus anodin. Pour une société savante, publier contribue à la fois à renforcer sa position. Le *Plan d'une description générale des départemens du Rhin* permet à la Société libre des sciences et des arts de se doter d'une identité propre et d'afficher son rôle fédérateur.

L'avertissement de l'opuscule précise : « La Société libre des sciences et des arts de Strasbourg, occupée indistinctement de tout ce qui tient au progrès des lettres et des lumières, a cru devoir porter spécialement

26. *Statistique du département du Bas-Rhin par le citoyen Laumond, préfet, publiée par ordre du ministère de l'Intérieur*, Paris, Le Clere, Henrichs, Treuttel et Wurtz, an X, p. 256.

27. PERROT (Jean-Claude), *L'âge d'or de la statistique régionale française (an IV - 1804)*, Paris, Société des études robespierristes, 1977.

son attention sur des objets relatifs à la connaissance historique, physique, politique et économique de la ci-devant Alsace »²⁸. Cet imprimé de 14 pages ne propose pas seulement un plan à suivre pour produire une description générale des « départemens du Rhin », c'est-à-dire de l'Alsace, il considère ce cadre comme un recueil de sujets dans lequel les auteurs de mémoires pourront puiser des idées. Il constitue en quelque sorte un programme de travail.

Le plan est subdivisé en quatre parties. La première est consacrée à l'histoire ; elle ordonne chronologiquement des périodes associées chacune à des civilisations (la période celtique, la période romaine, la période des francs, la période germanique et la période française) ; chaque période est subdivisée en période qui s'efforce d'identifier des configurations particulière du territoire et de son gouvernement. La deuxième partie associe géographie et physique ; elle est consacrée à la description du territoire. Celle-ci est déclinée de plusieurs manières. La situation et l'étendue précèdent un état des représentations cartographiques. La morphologie des départemens du Rhin est ensuite évoquée (limites, exposition, divisions), puis l'état du ciel qui propose des pistes d'observation (mesures barométriques et thermométriques, quantité de pluie, observation des vents, etc.). C'est ensuite la nature et la qualité du territoire qui doit retenir l'attention, en distinguant les montagnes, les eaux et les sols. Cette dernière entrée ne s'attache pas à la nature des sols mais aux ressources naturelles qu'il recèle. Celles-ci sont exposées en fonction des trois règnes de la nature, c'est-à-dire aussi en fonction des attendus spécifiques de chaque discipline (minéralogie, zoologie et botanique). Sur ce plan, les convergences s'avèrent évidentes avec les travaux de la Société d'agriculture et d'économie intérieure qui se préoccupait essentiellement de valoriser les ressources du département. Les observations sur les habitants entrent aussi dans la « partie géographique et physique ». Ils sont pourtant abordés, selon les usages de l'époque, au physique et au moral. L'influence néo-hippocratique est évidente. Cependant, une approche quantifiée de la population est aussi évoquée. La troisième partie est consacrée à la politique et à l'économie ; elle propose d'examiner la « Constitution », le gouvernement c'est-à-dire l'état des lois, sous l'Empire et sous la France en opérant une distinction entre l'avant et l'après Révolution. La « police des villes » est abordée sous l'angle de la sûreté, de la salubrité et de l'abondance. L'état militaire est rapidement examiné, juste avant que de nombreuses entrées soient proposées pour produire l'état économique de l'Alsace (monnaies, finances, économie rurale, métiers, fabriques, manufactures et usines, commerce). La dernière partie est qualifiée de « littéraire », elle est supposée présenter un état des lettres et des arts de façon chronologique :

28. *Plan d'une description générale des départemens du Rhin*, Strasbourg, Levrault, 1802, p. 2.

les cinq « civilisations » identifiées dans la première rubrique servent ici de cadre à chaque entrée. C'est à l'évidence « sous les Allemands », et plus encore à l'époque de la « Renaissance des belles lettres et beaux-arts » et de la « Réformation du seizième siècle » que l'identité des départements du Rhin semble la plus marquée.

Ce *Plan d'une description générale des départements du Rhin* s'inscrit dans une tradition bien établie depuis les années 1750 : l'usage de questionnaires censés guider les voyageurs dans leurs observations. En 1758, Quesnay a publié ses « Questions intéressantes sur la population, l'agriculture, et le commerce proposées aux académies ». Il s'agissait du cadre d'une enquête qui s'attachait au climat et à la qualité des sols, mais aussi aux méthodes culturelles, à la population, aux productions agricoles, aux échanges, enfin au mode de fonctionnement de l'économie. Ce modèle fut repris en France en 1799 avec la statistique des départements promue par François de Neufchâteau. Les grilles d'observation proposées donnaient un enracinement local et même une inscription spatiale aux enquêtes et rompaient avec la tradition forgée par les monographies les plus connues comme celles de Piganiol de la Force ou d'Expilly, désormais jugées trop générales. Le ministre de l'Intérieur proposait de s'attacher aux productions naturelles et industrielles, aux mouvements du commerce, à l'état technique des arts et manufactures, aux améliorations de l'économie et aux projets d'utilité publique, aux mœurs et aux usages des habitants, mais aussi de se consacrer à un tableau des vestiges romains. Cet engouement se poursuit au début du Consulat à l'initiative de Lucien Bonaparte puis de Chaptal qui, en 1801, adresse une circulaire aux préfets et leur laisse 6 mois pour répondre²⁹. Les tableaux statistiques attendus doivent s'organiser ainsi

- un chapitre de géographie descriptive et chiffrée consacré aux rivières, au relief, à l'altitude, à la végétation, au climat, aux constitutions médicales ;
- un chapitre consacré à la population contenant une analyse de la natalité, des probabilités de la vie aux divers âges ;
- un chapitre consacré à l'état des citoyens, à leurs ressources, à l'assistance, à la mendicité, aux prisons ;
- un chapitre consacré à l'agriculture, à la nature des produits, aux prix et aux coûts ;
- un chapitre consacré à l'industrie, aux matières premières, aux techniques de fabrication, et aux produits.

29. BOURGUET (Marie-Noëlle), *Déchiffrer la France. La statistique départementale à l'époque napoléonienne*, Paris, Éditions des archives contemporaines, 2007, réédition. p. 68-69.

Le *Plan d'une description générale des départemens du Rhin* s'inspire à plusieurs égards de cette circulaire mais il s'en démarque cependant en bâtissant chacune des quatre parties sur des domaines de savoir bien identifiés – l'histoire, la géographie, le droit et l'économie, les lettres – et non pas sur des secteurs de la vie publique ou de la société. De plus, l'objectif sous-jacent tient non pas à la connaissance d'un territoire et de ses ressources afin de l'administrer au mieux, mais à la construction de l'identité locale. La totalisation des savoirs que propose cet opuscule permet certes de produire une description du territoire mais elle introduit aussi l'idée que l'Alsace – qui se dissimule derrière les « départemens du Rhin » – est un objet monumental qu'il s'agit de célébrer³⁰.

L'ancrage local des savoirs produits par la Société libre des sciences et des arts, des savoirs encyclopédiques qui se trouvent fédérés par le cadre de la statistique descriptive perdure au sein de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg. Au cours de sa première séance, le préfet-président annonce la création de prix qui tous concernent l'administration du Bas-Rhin, le premier s'attache aux moyens de « propager l'usage de la langue française dans les départemens où la langue vulgaire est l'allemande », l'autre s'intéresse à la proportion la plus avantageuse à retenir pour le Bas-Rhin entre les champs qui produisent du fourrage et ceux qui produisent d'autres cultures. Cette Société signale également qu'elle accordera des primes à ceux qui introduiraient dans le département une plante utile ou encore un métier qui n'aurait pas été pratiqué. Les humanités et les sciences continuent de nourrir les travaux de certains membres de la Société mais très souvent le département, l'Alsace, voire le Rhin servent de cadre géographique : c'est le cas des travaux de Graffenauer sur la minéralogie des départemens du Rhin, sur les épidémies de variole qui ont touché Strasbourg en l'an X et en l'an XI, sur les moyens d'introduire les moutons mérinos dans le Bas-Rhin, etc. L'année suivante le prix proposé vise à « faire connaître par une description détaillée, l'état actuel de l'agriculture et de l'économie rurale dans l'un des arrondissemens de sous-préfecture du département du Bas-Rhin ».

La fusion des trois sociétés ne vise pas seulement à calquer l'organisation des sociétés savantes strasbourgeoises sur celle de l'Institut – un seul établissement subdivisé en trois classes – elle constitue aussi une reprise en main des activités de cette institution. La contribution de ses membres à la confection de la Statistique du département a retardé la parution du premier volume des mémoires. On peut en lire dans l'introduction de celui-ci : « Tous les matériaux relatifs à la statistique du département du

30. VAN DAMME (Stéphane), La grandeur d'Édimbourg. Savoir et mobilisation identitaire au XVIII^e siècle, *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2008, n° 55, p. 155-181. Sur ce point précis, on se reportera plus particulièrement à la page 176.

Bas-Rhin, si on en excepte quelques parties dont la connaissance était propre à l'administration ont été rassemblés et fournis par la société des sciences, agriculture et arts »³¹. Les archives de cette société recèlent encore aujourd'hui de nombreux mémoires statistiques sur le Bas-Rhin essentiellement produits en 1807³².

La place conférée à la connaissance des « départements du Rhin » dans les travaux de la Société libre des sciences et des arts est révélatrice des stratégies déployées par les membres des sociétés savantes du premier XIX^e siècle. Ses membres l'expriment de manière collective avec beaucoup d'éloquence en 1811 : « Pour satisfaire aux sentiments naturels d'affection envers la terre qu'ils habitent, ils ont fait entrer dans ce recueil plusieurs mémoires qui offrent le sceau d'un intérêt local, en presumant, d'ailleurs, que ces écrits justifieraient leur destination par leur objet et surtout par leur choix »³³.

Depuis une vingtaine d'années, les sociétés savantes ne sont plus regardées comme des espaces secondaires, mais comme des espaces où des stratégies sociales se développent ; elles apparaissent comme des lieux de médiation du savoir au sein desquels des stratégies sociales se déploient. La Société libre des sciences et des arts qui a animé la vie strasbourgeoise entre 1799 et 1802 laisse entrevoir les enjeux d'une société savante dans le processus de construction de la légitimité sociale d'une certaine élite au sein de l'espace public. À ce titre, elle mériterait la mise en œuvre d'une vaste enquête prosopographique, assortie d'outils adaptés, pour montrer l'impact d'une société sur les carrières savantes et administratives de ses membres. Si la vie savante de cette Société est difficile à reconstituer, les itinéraires biographiques sont plutôt bien documentés et pourraient éclairer la part prise par la mobilisation identitaire dans les activités de cette société savante comme de celle qui lui a succédé.

31. *Mémoires de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Partie des sciences, op. cit.*, p. 126.

32. ADBR, 63 J, carton 23. Les procès-verbaux de la Société d'agriculture, sciences et arts du département du Bas-Rhin confirment que l'année 1807 a été essentiellement consacrée à la production de mémoires statistiques, rédigés pour beaucoup d'entrées suite à des enquêtes de terrain. Cf. 63 J, carton 29, registre n° 1.

33. *Mémoires de la Société des sciences, agriculture et arts de Strasbourg, Partie des sciences, op. cit.*, p. 89-90.

Résumé

Faire des «départemens du Rhin » un objet de savoir : les enjeux de la Société libre des sciences et des arts de Strasbourg (juin 1799 – septembre 1802)

Connue comme la première société savante strasbourgeoise, la Société libre des sciences et des arts eut une existence brève. Créée le 29 prairial an VII (17 juin 1799) et dotée d'un règlement le 1^{er} thermidor an VII (19 juillet 1799), elle disparut trois ans plus tard (le IV^e jour complémentaire de l'an X, 21 septembre 1802), au moment de sa fusion avec la Société libre d'agriculture et d'économie intérieure et la Société de médecine. Au cours de ces quelques années d'existence, elle accorda une place essentielle à la connaissance des « départements du Rhin ». En nous arrêtant sur ces choix, nous montrerons les dynamiques de socialisation de la science à l'œuvre à Strasbourg au début du XIX^e siècle.

Zusammenfassung

Den Ausdruck „Elsässische Départements“ zum Sinnbild für Gelehrsamkeit machen: Die Rolle der Freien Straßburger Gesellschaft der Wissenschaften und der Künste (Juni 1799 - September 1802)

Jedermann weiß es. Die Freie Gesellschaft der Wissenschaften und der Künste war die erste wissenschaftliche Gesellschaft Straßburgs, und existiert hat sie nur kurze Zeit. Gegründet wurde sie am 29. Prairial des Jahres VII (19. Juli 1799), ein Statut erhielt sie am 1. Thermidor des Jahres VII (19. Juli 1799), und drei Jahre später (am IV. komplementären Tag des Jahres X, d. h. am 21. September 1802) wurde sie schon wieder gelöscht, und zwar an dem Tag, an dem sie mit der Freien Gesellschaft der Landwirtschaft und der inländischen Wirtschaft sowie mit der Gesellschaft der Medizin zusammen - geschlossen wurde. Womit sie sich in diesen wenigen Jahren vor allem befaßte, das war die rheinischen Départements genau kennen zu lernen. Mit dieser Analyse können wir zeigen, wie dynamisch die Wissenschaft bei ihrer Arbeit in Straßburg am Beginn des XIX. Jahrhunderts bei der Sozialisierung zu Werke gegangen ist.

Summary

The départements du Rhin as an object of study; the issues of the Société libre des science et des arts of Strasbourg (a society for the promotion of art and science) between June 1799 and September 1802

It was known as the first learned society and only had a short period of existence. It was created on 29th prairial VII, -revolutionary calendar- (17 June 1799), adopted its rules of procedures on 1st thermidor VII (19 July 1799) and came to an end only three years later, on 4th complementary day X (21 September 1802), merging with the Société libre d'agriculture et d'économie intérieure (for the promotion of agriculture and economy) and the Society of medicine. During its brief existence its main issue was the study of the Rhine départements. This is why we chose to underscore the dynamics of the socialisation of science to be found in Strasbourg in the early 19th century.